

NUMERO 30

**SOCIAL - SANTÉ - ÉCONOMIE :
LE DÉSÉQUILIBRE DU TRIPTYQUE
EN TEMPS DE CRISE**

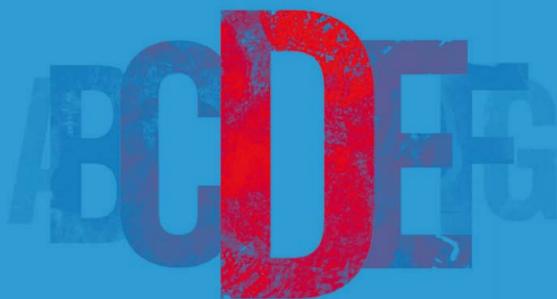
**UNE INTERVIEW DE *CÉLINE NIEUWENHUYS*
MISE EN FORME PAR
BETTY NICAISE ET PAUL HERMANT**

PAUVÉRITÉ

Le trimestriel du Forum -
Bruxelles contre les inégalités

ABÉCÉDAIRE DE LA TRANSFORMATION SOCIALE.

Grâce au savoir-faire des équipes de **Zin TV**, retrouvez un dictionnaire d'une trentaine de mots utiles à la transformation sociale. Pour chacun de ces mots, vous y découvrirez des analyses, des réflexions, des partages d'expériences, mais aussi, des ressources pour aller plus loin. Tout un matériel à s'approprier pour se confronter à ses propres représentations et faire écho à ce que nous sommes et faisons. Et à utiliser et réutiliser sans limites !



Début

Il vous évoque quoi, ce mot ?

Un projet initié dans le cadre de l'École de la transformation sociale, avec Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, Bruxelles Laïque, le CBCS, l'IESSID/HE2B, la FdSS et ZIN TV.

Avec le soutien de la coopérative Cera, de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

WWW.ZINTV.ORG/ABECEDAIRE



Scannez moi

Préambule

Au printemps 2020, suite à l'épidémie du Coronavirus et le confinement qui s'en est suivi, notre gouvernement a sollicité l'avis d'un « Groupe d'Experts en charge de l'Exit Stratégie pour le déconfinement » (GEES) afin d'envisager la sortie de cette première vague. Ce groupe rassemblait des personnes issues des trois grandes instances importantes dans la gestion de cette crise : la santé, l'économie et le social. Leur mission était de faire des propositions argumentées aux ministres pour organiser les étapes du déconfinement.

Les lignes qui suivent relatent l'expérience de Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux, seule à être appelée pour son « éclairage social » — et non pas pour représenter le secteur — au sein de ce groupe. Ce récit est tiré d'une interview donnée à Zin TV, en octobre 2020, dans le cadre de l'Abécédaire de la Transformation Sociale (voir page 2), illustrant le mot « Politique ».

Tout au long de la lecture, vous découvrirez ainsi l'histoire de la formation et du déroulement de ce qui était présenté comme un « groupe de travail » et dont les enjeux étaient bien plus importants. Ce récit, illustré par des chiffres¹ et des éléments des rapports d'expertises pro-

1/ Tous les chiffres présentés dans les encadrés sont tirés de « Monitoring des conséquences du Covid-19 sur l'emploi et la protection sociale en Belgique », Working group Social impact Corona crisis, octobre 2020.

duits par les membres du GEES, met en lumière la difficulté pour le social de faire entendre ses enjeux, à côté des représentants de la santé et de l'économie, bien plus nombreux, bien plus soutenus et bien mieux outillés, notamment par des cabinets de conseils en stratégie comme Mc Kinsey ou l'institut Sciensano.

Les conséquences de la crise pour les plus précaires sont difficilement chiffrables et n'entrent pas dans les tableaux Excel. Pourtant, les aspects sociaux et la santé mentale des concitoyens sont au cœur des enjeux de demain. Des mesures ont évidemment été prises : renforcements budgétaires des CPAS et augmentation des moyens donnés à l'aide alimentaire... mais une gestion de la pauvreté, qui n'empêche pas les gens de basculer, ne peut constituer un horizon.

Ce témoignage nous rappelle l'importance de mettre en place des vrais moyens, structurels et exceptionnels, de lutte contre la pauvreté.

Introduction

S'il fallait encore se convaincre qu'un État n'est pas à même de s'emparer de la complexité du monde et d'embrasser la question du vivant, il suffirait de se retourner vers la pandémie du Covid-19 et les quelques mois qui sont passés. Et de regarder par exemple quelles mesures ont été prises, par qui, pour qui, comment, quand et pourquoi. Un tel inventaire serait évidemment assez aisé à réaliser en dressant une liste des mauvaises décisions, des dysfonctionnements, des amateurismes, des évitements, des retards, des manques de discernement, des énervements martiaux ou des défauts d'analyse ; elle serait interminable. Et il serait tout aussi évident de faire la somme des culpabilisations, des interdictions, des vexations, des abus d'autorité, des arrangements avec l'État de droit, des obligations faites, des infantilisations vécues, du report et de l'individualisation des responsabilités que ces mêmes décisions ont fait peser sur les épaules des populations.

Pour autant, ce serait là limiter notre œil à ce qui se voit : des autorités prises au dépourvu par une question qu'elles n'ont pas pensée et à laquelle elles tentent désespérément d'apporter une réponse convaincante. Pour peu que nous prenions un peu de recul, nous parviendrions pourtant bien vite à la conclusion que ces décisions et ces indécisions s'inscrivent dans un temps politique plus long que ce pour quoi elles le donnent. Non, il ne s'agit pas d'une crise inattendue, surprenant jusqu'aux meilleures intentions et qu'aucun indice ne

permettait d'anticiper. Non, ce n'est pas aussi simple. Le virus n'est pas un accident impromptu. Il est le dernier maillon d'une chaîne de causalités, il n'en est pas indépendant.

Même si toute la lumière n'a pas encore été faite sur les origines du virus et sur les mécanismes de sa diffusion, il fait peu de doutes que la nouvelle porosité créée entre des espèces traditionnellement éloignées et très largement favorisée par les politiques extractivistes et productivistes — cumulée aux moyens de transport utilisant des énergies fossiles permettant de sillonner rapidement la planète — soit responsable de la propagation de ce virus en dehors de sa sphère habituelle d'existence. Que ce soit par le biais de déforestations, d'excavations, de captures, d'élevages et de ventes d'animaux ou quelque autre moyen encore par lequel les écosystèmes sont attaqués et détruits, le responsable est le même : la mise en coupe réglée de la planète et l'épuisement programmé de ses ressources au profit d'un immédiat qui est loin de profiter à tout le monde... Et pourtant, malgré cette zoonose — qui, comme les tremblements de terre, aura très probablement des répliques — l'intention politique et économique reste à ce jour de continuer à favoriser ces politiques d'agression de l'environnement et des populations en pariant qu'il n'y aura pas de conséquences ou qu'elles seront mineures ou qu'elles viendront plus tard. Cette capacité à reculer les échéances ou à évacuer les conséquences des choix qui sont posés, on la voit aussi forcément à l'œuvre dans ce qu'on appellera globalement « la question sociale ». Là non plus, il ne s'agit pas d'une question que l'on découvrirait à l'occasion de la survenue d'un accident inattendu. Et là non plus, il ne s'agit pas d'une conséquence sans cause. La question de la pauvreté et de la paupérisation va main dans la main avec les politiques d'exploitation de la planète et du vivant, humain comme non humain, qui la peuple. La logique est comparable. Toutes les mesures prises depuis l'aube des années 1980 visant à s'attaquer à ce qu'on appellera « le bien commun » — services publics comme sécurité sociale — ont ouvert la route sinon à cette

pandémie, au moins à la réponse qu'on lui a apportée. Le manque d'anticipation des conséquences d'une telle épidémie sur des personnes déjà précarisées n'a donc pas seulement été flagrant, il était aussi en quelque sorte parfaitement prévisible...

Une fois que l'on a dressé ce constat, il reste évidemment à préciser qu'ici et là, dans les lisières et les orées, des choses ont bougé positivement. Que ce qui était réputé impossible hier est devenu tout à coup la règle. Que des refinancements sont venus d'urgence pallier ces impréparations et ces manques. Que des questions qui n'étaient pas sur la table y figurent maintenant en bonne place. Mais si ces réactions honorent celles et ceux qui les ont portées, il reste que la réparation doit désormais céder la place à la préparation. Et qu'il ne s'agira donc pas de repartir «demain» dans du «business as usual». Ce virus n'est pas une crise, mais une rupture. À sa manière, c'est ce que dit le témoignage publié dans ces pages.

Le Récit

LE DÉBUT...

Aux côtés des experts de la santé et de l'économie, il était nécessaire d'avoir des experts des sciences humaines et de la santé mentale autour de la table.

Dès le tout début de la crise sanitaire, à l'instigation du virologue Emmanuel André et à l'initiative de la Fédération des services sociaux, un « numéro vert » pour les urgences sociales a été lancé à Bruxelles et des groupes de travail avec les cabinets et

les administrations, tant à Bruxelles qu'en Wallonie, se sont mis sur pied pour faire écho des constats du terrain auprès du Politique et travailler à adapter les systèmes d'aide afin qu'ils soient les plus accessibles et performants possible.

Emmanuel André, qui travaillait de manière très proche avec le Gouvernement fédéral, a suggéré à la ministre Sophie Wilmes la mise en place d'un groupe d'experts pour organiser le déconfinement. Il a rappelé à cette occasion qu'aux côtés des experts de la santé et de l'économie, il était nécessaire d'avoir des experts des sciences humaines et de la santé mentale autour de la table.

La Première ministre a décidé de ne choisir finalement qu'un expert. Le choix de cet expert devait respecter certains critères : ce devait être une femme — car il y avait déjà énormément d'hommes —, une personne n'ayant pas une couleur politique affirmée et qui soit en capacité

de faire état de faits objectifs. C'est ainsi que Céline Nieuwenhuys a été sollicitée pour faire partie de ce groupe, le «GEES²».

AVANT LA CRISE SANITAIRE...

16,4 % des Belges vivaient sous le seuil de pauvreté et **20,1 %** étaient en risque de pauvreté : **33 %** des Bruxellois, **18,3 %** de la population wallonne et **10 %** de la population flamande. Un adulte sur **5** et près d'un enfant sur **4** vivaient dans un ménage sans aucun revenu issu du travail.

Elle nous raconte :

« J'ai donc été contactée le 6 avril par Sophie Wilmes. Elle me demandait d'éclairer par ma sensibilité sociale l'ensemble des propositions et des décisions qui seraient émises par le groupe.

Ma première réaction a été de lui demander à pouvoir réfléchir, mais la Première ministre m'a fait savoir que le communiqué de presse allait sortir dans les dix minutes et que ma réponse devait être immédiate. Je n'ai donc eu le temps de consulter personne. Je n'avais aucune idée du temps que ce travail allait prendre ni de qui serait autour de la table. Tout était encore assez flou. Ma seule information était que nous devrions décider entre experts du nombre de nos rencontres, de la durée et du rythme de travail... Je me suis finalement dit qu'il valait mieux

2/ GEES (Groupe en charge de l'Exit Strategy) : groupe d'experts chargés de préparer la sortie du confinement. Ce groupe remettait son rapport avant chaque CNS (Conseil national de sécurité). La principale mission du GEES était de fournir des analyses et des recommandations. Il avait aussi la liberté de mener des réflexions avec le monde académique, économique et associatif afin d'étayer ses avis. Il remettait ses rapports au Comité de concertation, soit les ministres fédéraux et les présidents des Régions réunis. Il a été remplacé en septembre 2020 par le Ceval puis en décembre 2020 par le GEMS.

que je participe plutôt que de laisser la chaise vide et que si je n'étais pas à la hauteur, je passerais la main à quelqu'un d'autre... Et j'ai foncé...

Dès l'après-midi de ce lundi 6 avril, tous les membres du groupe ont commencé à être harcelés par les journalistes, qui posaient des questions auxquelles personne n'avait encore de réponses. J'ai très vite laissé sonner dans le vide. Personne, je crois, n'avait pris la mesure de l'importance que ce groupe de travail allait prendre...

COMMENT LE TRAVAIL A COMMENCÉ

Personne n'avait pris la mesure de l'importance que ce groupe de travail allait prendre...

La première réunion du groupe a eu lieu dès le lendemain, en présence de l'ensemble des ministres du Fédéral et des présidents des Régions. La Première ministre a défini notre mandat : le Conseil des ministres avait très rapidement besoin d'un rapport qui donne un état des lieux, tant sanitaire qu'économique et qui définisse très concrètement, étape par étape, comment on allait rouvrir certains des secteurs de la société. Cette demande paraissait simple, mais était en fait d'une complexité sans nom.

Le mercredi, le bureau de consultants McKinsey a fait une communication en visioconférence. C'était une présentation de l'état économique du pays et des enjeux pour le marché du travail.

Le jeudi, nous nous sommes vus « en présentiel », à la Banque Nationale, dans un énorme amphithéâtre. Nous devons prendre le temps de délimiter les contours et les limites de notre mandat. Mais nous étions déjà mercredi et notre premier rapport était attendu pour le lundi suivant... Ce fut donc la course folle, avec une masse d'informations à échanger. Nous avons d'abord eu droit — et cela m'a physiquement donné des

vertiges — à une présentation de plus de trois heures par les experts de la santé sur l'état des connaissances du virus, notamment des projections statistiques sur la reproduction du virus en fonction des secteurs que l'on rouvrirait (les écoles et/ou l'économie, les transports en commun, etc.). Nous avons pris conscience de tout ce qu'ils savaient et de tout ce qu'ils ne savaient pas, nous avons mesuré l'ampleur de l'état des connaissances dans les autres pays! On ne connaissait pas les impacts de la maladie à moyen et à long terme, on ne savait pas si les enfants étaient des contamineurs ou pas... On manquait cruellement de chiffres et de données cohérentes, ce qui ne permettait pas de suivre l'état de santé de la population.

LE PREMIER RAPPORT : UN SENTIMENT DE DÉCALAGE

Le tout premier rapport n'intégrait pas encore les données du social et de la santé mentale, parce que nous avons décidé ensemble de commencer par un état des lieux (grossier) de la santé et de l'économie, avec des questions essentielles : quels éléments faut-il prendre en compte pour déconfiner? Quels sont les angles morts? Etc. Nous avons tous travaillé sur ce rapport pendant tout le week-end... Nous pensions à ce moment que la ligne d'arrivée était le lundi et que nous pourrions souffler après... Mais nous allions très vite comprendre que nous allions garder ce rythme intense pendant les 12 semaines à venir...

Nous avons remis en tout six rapports : chacun d'entre eux était d'abord présenté à la Première ministre qui faisait ses remarques et mentionnait des points qu'elle voulait y voir apparaître, ensuite, la présidente du GEES, Erika Vlieghe, présentait ce rapport au Comité de concertation réunissant les dix ministres du Fédéral et les présidents des Régions.

Lors de cette première présentation (ainsi que par la suite), nous avons ressenti un terrible sentiment de décalage face aux questions des

Nous étions complètement préoccupés par la santé de la population tandis qu'eux semblaient totalement obnubilés par les groupes de pression et les lobbies.

ministres : nous avons travaillé d'arrache-pied, nous étions prêts à expliquer la moindre virgule, la moindre proposition et nous nous trouvions face à des personnes qui semblaient surtout préoccupées par les demandes des lobbies qui faisaient pression

sur elles. Nous recevions des questions telles que : «Pourra-t-on maintenir Francorchamps? Quand pourra-t-on faire reprendre les courses hippiques?» Ou encore : «Qu'en est-il des parcs d'attractions?»... Nous étions complètement préoccupés par la santé de la population tandis qu'eux semblaient totalement obnubilés par les groupes de pression et les lobbies. C'est vraiment ce qui m'a le plus marquée. Tous les membres du GEES avaient travaillé jour et nuit, gratuitement, en mettant de côté famille et travail quotidien et nous nous retrouvions face à des personnes qui semblaient «rester sur leurs rails», poser les mêmes questions que d'habitude... Je ne dis pas qu'ils avaient tort et que nous avions raison, mais je constate juste qu'il y avait un décalage important et que pour tous les membres du groupe qui n'avaient, comme moi, pas l'habitude de fréquenter le gouvernement fédéral, l'étonnement était grand. Notre présidente Erika Vlieghe est une personne remarquable, qui tient le cap en toutes circonstances : elle a gardé son étonnement jusqu'au bout et elle n'a pas hésité à le nommer.

DOUCHE FROIDE

En dehors des réunions du GEES, j'ai rapidement mis sur pied des groupes de travail formés par des travailleurs de terrain, des universitaires, des chercheurs, tant d'origines wallonne que flamande et bruxelloise, afin de m'aider à prioriser les questions sociales et les questions de santé mentale qu'il fallait mettre en avant. Dès le deuxième rapport,

j'ai ainsi pu attirer l'attention du GEES sur des points précis, telle que la nécessité de transformer l'aide alimentaire en chèques alimentaires, afin d'éviter les files qui — sinon en termes de dignité, du moins en termes de santé — devaient être évitées.

L'AIDE ALIMENTAIRE

Avant la crise : *450.000* personnes en Belgique ont recours à l'aide alimentaire. Dès le début de la crise, de nouveaux publics s'y ajoutent... Il y aurait une hausse moyenne de minimum *25 %* des demandes. L'estimation en octobre 2020 est de *600.000* personnes qui y ont recours.

J'ai également proposé de décider d'urgence d'une «prime Corona» significative, pour empêcher les personnes qui étaient déjà à risque de précarité avant la crise de basculer (arrivée de nouveaux frais tels que le fait de devoir assurer les repas de midi pour les enfants, frais informatiques pour qu'ils puissent suivre leurs cours...). J'ai également demandé des solutions pour que les familles monoparentales puissent assumer la garde des enfants.

LES FAMILLES MONOPARENTALES

Pendant la première vague, *27,4 %* des parents de familles monoparentales et leurs enfants se trouvent en situation de privation matérielle et sociale.

Dans ce deuxième rapport, nous rappelions que l'associatif et les CPAS n'étaient pas une solution et qu'il fallait essayer, dans toute la mesure du possible, d'éviter de les saturer.

Ce deuxième rapport, ainsi que d'autres, n'a pas toujours plu au gouvernement. À plusieurs reprises, on nous a demandé de modifier nos textes et nous avons refusé, en rappelant que nous ne faisons que des propositions et que les ministres étaient libres de ne pas nous suivre.

Le premier débat très tendu a lieu à propos de la réouverture des magasins. Au sein même du groupe d'experts, certains voulaient les rouvrir trop rapidement. Ensuite le débat s'est poursuivi avec les ministres, car eux aussi voulaient aller vite, alors que les experts de la santé connaissaient la situation, notamment dans les hôpitaux, et savaient que si l'on se précipitait, on courait à l'échec (y compris économique). La majorité du GEES a donc freiné et le gouvernement, en Conseil de Sécurité, a pris seul une série de décisions que nous ne découvririons que lors de la conférence de presse.

Nous avons porté notre attention première sur la santé de la population et pas sur l'économie, or la conférence de presse était peu accessible au public, ne mentionnait en rien les aspects sociaux et ne démontrait en rien que le gouvernement prenait la mesure des problèmes des personnes les plus précarisées, qu'il prenait la mesure de ce que représente le fait d'être confinés en famille dans un appartement de 30m², de ce que représente le fait d'être derrière une caisse au supermarché, de ce que représente le fait de travailler sur le terrain en craignant pour sa santé... J'avais attiré l'attention de la Première ministre sur la reconnaissance des travailleurs sociaux et je lui avais demandé de les évoquer dans la conférence de presse, de les remercier comme on remerciait les travailleurs de la santé... Rien de cela ne s'est passé. Ce fut une première douche froide. Il y en aurait d'autres...

LA PAUVRETÉ, C'EST DE LA POLITIQUE !

Quant au groupe d'experts, il continuait à travailler et j'ai pu constater un véritable intérêt de ses membres pour ce qui concernait les publics les plus fragiles et la santé mentale. La juriste du groupe balisait aussi nos discussions en nous rappelant que l'on ne peut pas interdire à des personnes de travailler sous prétexte qu'elles sont plus âgées, ou, autre exemple, que l'on ne peut pas continuer d'arrêter les transports (entre autres les avions) parce qu'il s'agit d'un bien de première nécessité (contrairement au théâtre...).

Mes propositions se révélaient difficiles à défendre, car le secteur économique me rétorquait que la pauvreté existait déjà avant.

Les experts de l'économie sont parvenus très rapidement à faire des simulations de réouverture, car ils étaient soutenus par le bureau McKinsey qui travaille jour et nuit, dans le monde entier... Johnny Thijs était autour de la table, son rôle était de relancer au plus vite l'économie

et il endossait pleinement ce mandat, sans état d'âme. Pendant ce temps, les experts de la santé apportaient tous les jours de nouvelles connaissances qui permettaient d'entrevoir ce que l'on allait pouvoir faire ou pas, et puis il y avait le social... Même si j'étais soutenue, j'étais la seule à apporter des données difficilement chiffrables : la santé mentale, le décrochage scolaire, les violences domestiques, les burn-out qui allaient arriver... Je passais mes journées au téléphone avec des gens de terrain. Tout le monde m'appelait, le secteur du handicap, de la petite enfance, etc. J'entendais des choses effarantes, comme l'exemple de cette pouponnière qui, ayant dû fermer, avait vu les éducateurs ramener les enfants chez eux. J'étais harcelée et il fallait que je le sois... Je ne pouvais pas travailler toute seule, je n'ai pas la science infuse !

Cependant, mes propositions se révélaient difficiles à défendre, car le secteur économique me rétorquait que la pauvreté existait déjà avant, que les CPAS existaient déjà avant, que notre sécurité sociale est une des plus fortes du monde... Et commencer à expliquer à des personnes, par ailleurs très privilégiées, que pour des familles au bord de la chute, le fait de devoir assurer en plus le repas de midi pour les enfants, oui, c'est ce qui fait basculer, c'était vraiment très difficile. Et puis surtout, on me renvoyait que mes propositions, c'était de la politique... Je rétorquais que les décisions économiques étaient aussi des options politiques. Mais l'économie a toujours le couvert du tableau Excel, de la rationalité...

Et concernant l'économie, il y avait aussi les publics qui, depuis des années, passent sous les radars du marché classique de l'économie. Parce qu'il y a de plus en plus de flexijobs, d'intérimaires, de travailleurs simplement mal payés... qui n'auront pas accès au chômage temporaire.

LE CHÔMAGE TEMPORAIRE PENDANT LA CRISE

Il a touché **40 %** des travailleurs salariés, en 2020
(1 415 628 personnes). Leurs profils :

- Surreprésentation des jeunes hommes de **20 à 25 ans**
- Surreprésentation des personnes peu qualifiées (**+22,8 %**),
des personnes moyennement qualifiées (**+5,2 %**).
- Sous-représentation des personnes hautement qualifiées
(**-28 %**)
- **75 %** des chômeurs temporaires avaient un salaire de
référence compris entre **1.500 et 3.000 €** brut.

On peut bien sûr se réjouir que le chômage temporaire ait rapidement été mis en place, mais d'une part les plus bas salaires vont quand même basculer et d'autre part, de nombreuses catégories n'y ont pas droit. Que vont faire les étudiants qui ont besoin de leur job parce que leur famille est incapable de les soutenir? Ils vont décrocher.

LES JEUNES : DÉCROCHAGE ET NON-RECOURS

Selon les chiffres de la Fédération des étudiants francophones (FEF), près de **32 %** des étudiants ont perdu complètement ou partiellement leur job et **27 %** d'entre eux ont besoin de ces rentrées financières pour subvenir à leurs besoins vitaux et payer leur logement. Des aides sociales ont été allouées aux conseils sociaux des établissements scolaires, mais les étudiants ne sont, dans une grande majorité des cas (**75 %**), pas au courant de l'existence de ces aides, tout comme des aides Covid pouvant être demandées aux CPAS.

Sachant que dans le cas des jeunes en écoles supérieures et à l'université, l'absence de moyens de subsistance (perte du job d'étudiant) engendre également le décrochage des études.

Les travailleurs au noir, notamment dans le secteur de la construction, se réveillent un jour en n'ayant plus rien, car ils sont payés à la journée... Mais tout cela était considéré comme étant «à la marge», sauf que les faits nous prouvent que cela l'est de moins en moins... Il n'y a pas de place pour toutes ces personnes dans la discussion, parce que quand on parle de précarité, on fait de la politique... On est un politicien de gauche...

C'est complexe et j'étais la moins armée : je n'avais pas l'expérience de Johnny Thijs qui a réformé Bpost et est à la tête d'Electrabel, Mc Kinsey n'était pas en capacité de m'aider, je ne pouvais pas trop solliciter les acteurs de terrain qui étaient submergés et... j'étais probablement la seule à avoir deux enfants en bas âge, à devoir encore parfois cuisiner ou ranger la maison... Cela peut paraître anodin, mais c'est très lourd. Je ne pouvais pas tout confier à mon mari, qui continuait à travailler... et j'en aurais eu bien besoin.

IL FAUT QUE LE PUBLIC SACHE

Pas un ministre n'a posé une question sur ce qui concernait le social et la santé mentale dans les rapports. Au bout de trois semaines, j'ai interpellé la Première ministre en lui disant qu'il en allait de ma crédibilité et que j'allais devoir communiquer, pour que la population sache, pour que les acteurs de terrain sachent que dans le groupe d'experts, on s'inquiétait pour eux. Qu'ils sachent que cela se trouvait dans les rapports, qui à cette époque étaient totalement confidentiels... C'est pourquoi j'ai décidé, fin avril, d'ajouter la presse à mon programme déjà infernal. Je ne laissais plus les journalistes sonner dans le vide et cela a donné assez vite des résultats : on a commencé à évoquer le social et la santé mentale chez les ministres. Plusieurs m'ont aussi téléphoné pour me dire leur mécontentement, mais je n'avais rien à perdre : j'étais tout à fait libre de ce que je disais, je ne m'étais engagée à aucune confidentialité... Je ne dévoilais rien, mais je nommais ce qui était déjà dans les rapports et que les ministres savaient.

CELA COÛTE BEAUCOUP PLUS CHER DE RATTRAPER LES GENS QUE D'ÉVITER QU'ILS NE TOMBENT

Tout au début du confinement, trois millions ont été débloqués pour l'aide alimentaire, ce qui, partagé entre les divers CPAS, ne représente quasi rien et qui, de plus, contribuait à allonger les files... On se préoccupait de la santé de tous, mais apparemment pas de celle des plus pauvres...

LA COUVERTURE SANTÉ

En Belgique, **160.000** personnes n'ont pas une couverture santé optimale :

- **11.000** détenus confinés dans **36** prisons, dont la santé est assurée par le SPF Justice
- **25.000** demandeurs de protection internationale dans des structures collectives et individuelles d'accueil et dont la santé est assurée par FEDASIL ou par le CPAS
- **125.000** personnes sans titre de séjour dont la santé est assurée par le CPAS via l'aide médicale urgente

Fin juin, deux mesures sont votées : une prime pour les plus précaires (300 euros en tout, mais étalés sur 6 mois...). Impossible de se réjouir, c'est une mesurette. Son montant total est inférieur à la somme injectée dans les Rail Pass! En revanche, 115 millions sont attribués aux CPAS, ce qui, là, est important. Et là, il y avait de quoi se réjouir.

Il faut cependant savoir que, déjà avant le confinement, les CPAS étaient saturés et que cette saturation avait un impact très lourd sur les personnes précarisées. Nous avons, en Belgique un taux de « non-recours » très important : beaucoup de personnes auraient droit à une aide et ne la demandent pas. Une récente étude montre qu'une famille sur quatre qui aurait droit au Revenu d'Intégration Sociale ne l'obtient pas, soit parce qu'elle ne sait pas qu'elle pourrait l'obtenir, soit parce qu'elle le sait, mais n'en fait pas la demande.

LE NON-RECOURS

25 % des familles qui ont droit une aide sociale n'en bénéficient pas.

Au cours de la première vague, l'accès à un certain nombre de structures et à certaines prestations était limité en raison de l'accessibilité restreinte des guichets « physiques ».

Près d'**1** ménage sur **3** avec des faibles revenus ne dispose pas d'une connexion internet

40 % de la population belge a de faibles compétences numériques

75 % des personnes avec des faibles revenus et un niveau de diplôme peu élevé n'effectuent pas de démarches administratives en ligne.

On sait aussi que la manière dont le public est accueilli est primordiale pour la poursuite des démarches, qui s'avèrent souvent complexes. Déjà

avant le confinement, les assistants sociaux des CPAS géraient un tel nombre de dossiers qu'ils ne pouvaient plus faire un travail de qualité, être à l'écoute des gens. Ils devaient faire primer la rentabilité.

Ces 115 millions pour aider les victimes de la crise, c'est une excellente nouvelle. Mais le problème dans cette attribution, c'est que rien n'est prévu pour renforcer les équipes. On va donc devoir multiplier le nombre de dossiers par assistant social, sans avoir les moyens de mieux accueillir ni d'aller chercher les gens là où ils sont.

Quoi qu'il en soit, la solution proposée par le gouvernement est, une fois de plus, l'aide alimentaire et les CPAS. Rien de neuf : c'est ce qui constitue l'horizon. Et cela ne peut pas constituer l'horizon. L'horizon, c'est une sécurité sociale forte qui évite aux gens de basculer ; le CPAS et l'aide alimentaire, c'est quand ils ont déjà basculé ! Et cela coûte beaucoup plus cher de rattraper les gens que d'éviter qu'ils ne tombent...

EN 2020 PENDANT LA CRISE

Environ **25 %** des Belges ne sont financièrement pas en mesure de faire face à une dépense imprévue et **2 %** ne peuvent pas se payer une connexion internet à domicile

La proportion de la population qui indique avoir de grandes difficultés à « joindre les deux bouts » est de **17 %**

10 % de la population estime avoir vu son revenu global diminuer en 2020 par rapport à 12 mois plus tôt, et **6 %** s'attendent à voir son revenu global diminuer dans les 12 prochains mois.

Finalement, plusieurs rapports se sont succédés, mais en tout cas pour ce qui m'occupe, les propositions restaient relativement similaires. J'ai travaillé avec une série d'acteurs qui m'ont aidée à chiffrer ces propositions. Mais là, on m'a dit à nouveau que je faisais de la politique, car ce n'était pas à moi de dire au gouvernement combien d'argent il devait trouver ni où le trouver. Évidemment, à ce moment, l'économie était en train de se rouvrir, alors que les pauvres s'appauvrirent de plus en plus...

LES LEÇONS D'UNE EXPÉRIENCE

Cette expérience m'a marquée sur plusieurs plans. D'abord au niveau très intime : j'ai compris que derrière toute femme au pouvoir, il faut d'autres personnes pour assumer la logistique quotidienne. C'est ce qui empêche tant de femmes d'évoluer dans la société : derrière tout homme au pouvoir, il y a sa femme. Derrière toute femme, qui y a-t-il ? Ce sont des choses que je savais, mais là, je les ai vécues. Elles ont failli tous nous disloquer : mon couple, mes enfants, notre équilibre... Cette expérience intime révèle pour moi la vraie question de la place des femmes dans la société...

Une autre réalité, c'est la puissance des lobbies. Je savais théoriquement que nous vivons dans une société où le capital domine même le politique. Mais là, je l'ai vu, de mes deux petits yeux... Et je suis restée bouche bée que ce soit si réel ! Pour les ministres du fédéral, l'argent était maître... parfois même au prix de la santé. Et c'est ce qui fait que nous en sommes où nous en sommes aujourd'hui, je pense...

D'autre part j'ai été très touchée par la conscience sociale des experts de la santé : j'ai pu observer comment l'humain, et l'humain quel qu'il soit, est au centre de leurs préoccupations. J'ai vu comment ils étaient capables — contrairement aux politiques, car l'électorat, la ligne d'un

parti et les lobbies nous différencient fondamentalement — de réfléchir au bien collectif et commun.

Je retiens aussi que les gens de terrain sont puissants, intelligents, créatifs, eux aussi capables de se centrer sur le bien commun.

Autre chose, c'est qu'au bout d'un certain temps, j'ai compris à quel point nous étions, nous aussi, happés dans le désastre de l'efficacité. J'étais prise dans une sorte de vague, avec un challenge tellement important que tout à coup, les priorités basculaient. Je n'étais plus capable, à la fin, d'écouter les gens autour de moi, tout me semblait être un détail, tout, par rapport à l'enjeu qui était devant moi... et je pense que cela doit être pareil pour les ministres... Dans la sphère de l'intime, je me revois aussi avec mon mari et mes enfants, incapable de les écouter...

J'ai constaté aussi que sur le terrain, nos secteurs n'avaient pas à rougir de quoi que ce soit. Nous n'avons probablement pas la puissance des tableaux Excel, mais nous avons une force de frappe, une créativité et aussi une prudence, une éthique qui n'est pas le lot de tous. J'ai envie de dire aux travailleurs sociaux d'être moins pointilleux sur leurs chiffres, car j'ai vu comment on y allait « à la grosse louche » du point de vue économique. Les chiffres étaient totalement imparfaits, il était impossible d'être dans la perfection. Les secteurs du social et de la santé mentale ont une prudence et une éthique qui fait que parfois, nous ne frappons pas assez fort avec des chiffres et des messages simples. Je serais tentée de dire qu'il faut y aller comme eux, avec le même langage. Et en même temps, j'ai envie de dire que nous devons poursuivre la lutte entre nous : nous avons un maillage fort au niveau des politiques régionales, où il y a vraiment une différence de culture. Mais je pense que si nous voulons changer des choses à la source — la sécurité sociale, le revenu d'intégration sociale, le seuil de pauvreté — il va falloir que nous y allions un peu franco.

J'ai parfois été un peu atterrée par le niveau des débats, alors que dans le social, nous avons un potentiel d'action, de réflexion, qui sont parfois complètement cachés et ignorés. J'ai envie de dire que les travailleurs de terrain sont puissants et doivent faire moins de détours, prendre moins de précautions, avoir confiance dans leurs intuitions et parler de ce qu'ils font avec franchise et émotion. Le secteur a intérêt à s'exprimer beaucoup, partout et de manière très simple. Si Johnny Thijs ne craint pas d'alerter sur le sort des propriétaires de saunas privés, je pense que nous pouvons tout nous permettre. Parlons du sort de ces familles qui nous inquiète, parlons de l'ouverture des hôtels aux sans-abri, allons-y et parlons dans les médias. Il est temps de se faire une place. Le salaire est en quelque sorte révélateur de notre importance dans la société et nos secteurs sont mal lotis, mal payés, mal reconnus, maltraités peut-être... Si les ministres osent tout, c'est parce que la hauteur de leurs salaires leur laisse croire qu'ils peuvent tout oser. Le secteur social santé, mais aussi les éboueurs, les caissiers, les caissières, tous ces éducateurs qui travaillent dans des homes pour personnes handicapées, etc., on ne les a pas entendus ! Ils n'ont pas le temps, mais aussi ils ne mesurent pas l'expertise qu'ils détiennent entre leurs mains, ils ne mesurent pas l'importance de leurs récits pour toute la société et je crois que c'est lié à la sous-valorisation salariale de leurs métiers. >>

Conclusion

La gestion de cette crise sanitaire devrait être connectée à ce que vit la population, et particulièrement aux personnes touchées à plusieurs niveaux par la pandémie : au niveau de leur santé, de leurs revenus, de leur santé mentale et de leur organisation familiale, sociale ou professionnelle. Pourtant, à la lecture de ce témoignage, on observe toute la complexité pour la question sociale de se faire une place parmi les questions économiques et sanitaires.

D'une part parce que les impacts sont moins quantifiables ; il est difficile de chiffrer les violences familiales, le décrochage scolaire, les habitations trop étroites, les burn-out à venir... D'autre part, parce que ces difficultés précédaient, pour la plupart, la crise sanitaire et qu'il est d'autant plus compliqué de chiffrer la manière dont le virus fragilise davantage les populations les plus précaires. En outre, les représentants politiques présentent souvent la qualité de notre sécurité sociale et la mise à disposition de moyens pour renforcer les CPAS et l'aide alimentaire comme une réponse suffisante et finale.

Néanmoins, cette approche basée sur l'aide sociale met en lumière les limites de notre système : pourquoi attendre que les personnes aient basculé pour leur venir en aide ? Que se passera-t-il pour celles et ceux qui ne trouvent pas le chemin des CPAS ?

Les rapports des experts³ ont pourtant consigné, alerté, relaté, noté toute une série de conséquences et de recommandations qui ont rarement été prises en compte au niveau politique.

L'accentuation de la pauvreté pour une partie de la population reste donc un choix politique qui semble assumé ou, tout le moins, provoqué par la méconnaissance des réalités socio-économiques d'une partie de notre population et l'intérêt majeur porté sur le bien-être économique du pays et non pas des individus.

Une manière de gérer cette crise est d'envisager chaque décision à prendre au regard de la capacité des individus, y compris les plus fragiles, à y faire face et, le cas échéant, de mettre en place de vrais moyens pour y parvenir. C'est ce fondement pour la lutte contre les inégalités sociales que nous rappelle cette crise ●

3/ <https://www.info-coronavirus.be/en/celeval/>

Ce texte n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les positions du Forum - Bruxelles contre les inégalités. Les titres, intertitres et la structure du texte relèvent de choix éditoriaux du Forum - Bruxelles contre les inégalités.



Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles
et de la Commission communautaire française.

Editeur responsable: Nicolas De Kuyssche - Rue Fernand Bernier
40, 1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

Numéro 30, Mars 2021

PRÉSENTATION

Ce 30^e numéro de PAUVÉRITÉ porte la parole de Céline Nieuwenhuys. Elle retrace son parcours de représentante du social au sein du « Groupe d'Experts en charge de l'Exit Stratégie » (GEES) au début de la crise du Covid-19. De son intégration au groupe à la manière dont la question sociale a été considérée, en passant par les difficultés rencontrées dans le groupe de travail et dans sa vie privée et professionnelle, elle nous livre un témoignage inédit.

LES AUTEURS

Céline Nieuwenhuys est secrétaire générale de la Fédération des services sociaux (FdSS), association qui représente les travailleurs de terrain du secteur social qui luttent contre la précarité en Wallonie et à Bruxelles. Ses fonctions l'ont amenée, au début de la crise sanitaire, à faire partie du GEES, pour y donner son éclairage sur le secteur social et de la santé mentale.

Aussi connu pour ses chroniques radio et ses essais sociopolitiques, Paul Hermant est chargé de mission au sein de la FdSS. Aujourd'hui retraitée, Betty Nicaise, est l'ancienne Secrétaire générale adjointe de la FdSS et reste impliquée dans les mouvements associatifs.